

Philippe Van Parijs

Vive la révolution belge !

Le Soir, 23 juillet 2008, p.13

Ouf ! La fête nationale est derrière le dos. Parler d'euphorie serait exagéré. Mais enfin, pas de morts. Et pas le moindre blessé. D'autres pays multiethniques ne connaissent pas le même bonheur. Bonheur ? Oui. Mais flanqué, c'est vrai, après quatre cents jours de sur-place, d'un malaise grandissant.

Pour se dépêtrer, que manque-t-il ? D'abord une vision nette d'un avenir institutionnel pour le pays qui soit perçu par chacun comme étant dans l'intérêt de tous. Cela implique-t-il une nouvelle réforme en profondeur de notre Etat fédéral ? Bien sûr. Et ce ne sera pas la dernière. Une réforme si profonde qu'on peut parler à son propos, comme Kris Peeters, de « révolution copernicienne ». Pourquoi pas ? En plus ambitieux même. Copernic a laissé toutes les planètes en place. Il n'a fait que changer la perception que nous en avons. Nous n'avons à nous occuper que d'un petit bout de continent sur une petite planète. Mais il nous faut transformer profondément la manière dont il se gouverne. Pour faire de notre Etat fédéral un instrument performant au service de Régions plus fortes, plus autonomes, plus responsables et plus visibles qu'aujourd'hui.

Régions et pas Communautés ? C'est l'évidence même. Car seules des Régions gouvernant un territoire et disposant d'un ensemble cohérent de compétences peuvent mener une politique efficace et être légitimement tenues pour responsables de ses résultats. Comment imaginer, par exemple, que l'on puisse responsabiliser la Région bruxelloise pour son taux de chômage sans lui confier les compétences en matière d'enseignement ? Ce ne serait pas seulement injuste. Ce serait aberrant.

La question n'est dès lors pas de savoir si nous accomplirons notre révolution copernicienne à deux ou à trois. Elle est tout au plus de savoir si elle se fera à trois ou à quatre. La Communauté germanophone occupe un territoire quinze fois moins peuplé que Bruxelles, mais cinq fois plus vaste. Cela nous ferait deux grandes Régions et deux petites, deux au Nord et deux au Sud, deux à dominance germanique et deux à dominance romane. Pourquoi pas ?

Et les Communautés alors ? Laissons tranquillement derrière nous l'idée éthiquement odieuse et économiquement absurde d'organiser politiquement une entité multilingue sur une base ethnique et non territoriale. Apparue en Autriche-Hongrie à l'aube du 20^e siècle, cette formule a échoué partout où elle a été tentée. Elle ne subsiste qu'en Belgique, plus exactement à Bruxelles, et là aussi elle doit disparaître au plus vite. Oublions donc le « dialogue de communauté à communauté », le « sénat paritaire » et autres formules désuètes, et orientons-nous résolument vers un fédéralisme des Régions.

Tout cela ne doit pas empêcher quelque chose comme une « Communauté Wallonie-Bruxelles » et une « Communauté Flandre-Bruxelles » de subsister pour structurer au mieux les synergies inter-régionales, en particulier mais pas seulement dans le domaine éducatif et culturel. Cela ne doit pas empêcher non plus, mais au contraire rendre enfin possible, un effort d'une vigueur sans précédent pour équiper tous ceux et celles qui grandissent à Bruxelles de la triple compétence linguistique qui leur sera toujours plus précieuse pour vivre et travailler dans leur ville ou pas trop loin : cette petite ville à dominante francophone, enclavée en territoire néerlandophone, et chaque jour un peu plus capitale d'une Europe elle-même chaque jour un peu plus anglophone.

Voilà donc nos Communautés hors du chemin et nos Régions sur orbite. La voie de la révolution copernicienne est déblayée. Mais quel rôle assigner à l'Etat fédéral ? Un rôle aussi simple et léger que possible, mais absolument fondamental. C'est à l'Etat fédéral de fournir des fondations sûres et fermes à la fois au dynamisme de chaque Région et à la sécurité de toute la population, d'une manière adaptée aux conditions démographiques et économique de ce début de XXI^e siècle. Comment ? Voici une proposition simple pour illustrer l'idée et stimuler le débat.

Introduisons un *dividende fédéral* distribué selon cinq modalités: (1) des allocations familiales comme droit de chaque enfant; (2) une pension de base; (3) un crédit d'impôt remboursable pour chaque adulte ; (4) une assurance soins de santé et (5) une subvention pour chaque élève et étudiant subsidiable. Ces montants sont établis à des niveaux forfaitaires correspondant au niveau actuel de redistribution interpersonnelle. Ils sont indexés sur la moyenne du PIB fédéral par tête des cinq dernières années et financés par la fiscalité fédérale. Les trois premières composantes du dividende fédéral sont attribuées directement aux ménages, les deux autres aux mutualités et institutions d'enseignement qu'ils choisissent. Par ailleurs, les partenaires sociaux gèrent le système d'assurances sociales à l'échelle qu'ils estiment la plus appropriée. Et les Régions complètent ces transferts et exercent toutes leurs autres compétences avec leur ressources propres, prélevables en fonction de la résidence comme en fonction du lieu de travail, dans des limites définies par une législation fédérale fortement allégée.

Cette ébauche doit être chiffrée, précisée, amendée, complétée, confrontée à d'autres scénarios. Si nous ne voulons pas continuer à tituber de blocage myope en compromis bancal, il faudra sans doute que les universitaires des deux communautés, conjointement bien sûr, se décident à se mouiller le maillot plus qu'ils ne l'ont jamais fait dans l'histoire du pays. Car nous ne pouvons pas raisonnablement attendre des politiques, constamment sous la pression des micros et des sondages, qu'ils fassent tout cela pour nous.

Qu'on leur permette maintenant de reprendre souffle. De préparer les négociations des mois et années à venir autrement qu'en concoctant la meilleure manière de rejeter sur d'autres la responsabilité de leur échec. De réfléchir à la substance de la « révolution copernicienne » qu'il nous faudra accomplir, mais aussi à quelques autres questions urgentes, comme celle de savoir comment rendre notre système électoral fédéral moins absurde pour qui veut réformer rapidement le pays, ou encore — plus difficile — celle de savoir s'il n'est pas grand temps de renoncer à la stratégie contre-productive du cordon sanitaire.

Et puis peut-être, s'ils ont un moment, qu'ils se replongent un peu dans l'histoire, par exemple en lisant ce que James Madison avait à dire, dès 1788, de l'*imbecillity* de la *Belgic confederacy*. Ou encore en lisant comment, dans les années trente « malgré tant de symptômes angoissants, les partis ne semblaient vivre que pour la question des langues » (F. van Kalken, *Entre deux guerres*, 1944).

Mais surtout, qu'on leur permette de se reposer, de s'occuper de leur famille, de se refaire une santé. La tâche de responsable politique, chez nous peut-être plus qu'ailleurs, est devenue une tâche bien ingrate. Et pourtant essentielle. Merci à ceux qui persistent à s'y consacrer, particulièrement à Yves Leterme. Et bonnes vacances à eux tous.